

# Annick Le Loch

Députée du Finistère



## LETTRE D'INFORMATION

Mars - Avril 2016

### EN SEANCE...

#### Accompagner les employeurs à participer au financement des logements publics

Les députés ont voté un projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) et la distribution des emplois de cette participation.

Dans le dialogue avec les partenaires sociaux, le Gouvernement sera attentif à ce que la réforme traduise concrètement une évolution et une modernisation des politiques sociales de l'habitat.

Chaque année, le groupe Action Logement, qui possède 900 000 logements sociaux, loge plus de 70 000 ménages, en lien avec plus de 220 000 entreprises employant 14 millions de salariés.

Afin de renforcer l'efficacité et la réactivité d'Action Logement, le projet de loi permettra de créer une nouvelle structure plus cohérente qui :

- pilotera l'ensemble du groupe,
- ouvrira un pôle « service unique », chargé de collecter la PEEC,
- créera un pôle chargé de rationaliser la gestion des opérateurs immobiliers et de mettre en œuvre la politique immobilière précisée dans les conventions quinquennales.

Ce nouvel organisme devra garantir l'équité dans la distribution des services et la prise en compte dans les territoires, au bénéfice des salariés, quelle que soit la taille de leur entreprise, et des organismes de logement social, quel que soit leur statut.



#### Assurer la protection de la Nation

Les députés ont adopté un projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement.

Ce texte donne aux juges et aux procureurs de nouveaux moyens comme certains dispositifs techniques d'investigation, dont certains étaient jusque-là réservés aux services de renseignement. D'autres dispositions améliorent la protection des témoins menacés. Le trafic d'armes et la cybercriminalité seront plus sévèrement combattus et réprimés.

Ce texte prévoit aussi que les personnes qui se sont rendues ou ont manifesté l'intention de se rendre sur des théâtres d'opérations terroristes puissent faire l'objet d'un contrôle administratif à leur retour. Des mesures de simplification allègent les procédures des juridictions et des services de police et de gendarmerie.

Il convient aussi, et surtout, de renforcer la lutte contre le financement du terrorisme. Afin de limiter la circulation d'importantes sommes d'argent en toute discrétion, le montant stocké sur les cartes prépayées sera limité et la traçabilité des opérations effectuées avec ces cartes sera renforcée.

### A LA TRIBUNE...

« Le Conseil européen a adopté des mesures concrètes pour agir sur la production laitière (...) [en permettant] aux opérateurs de déroger au droit de la concurrence et de limiter temporairement la production. Seulement, cette proposition de limitation ne se base que sur le volontariat. Rien ni personne ne peut imposer une baisse ou une stabilisation de la production au niveau de chaque État européen. Or les chiffres récemment publiés concernant la collecte laitière en Europe sont déconcertants. Quand la France augmente sa production de 1,5 %, l'Allemagne augmente la sienne de 6 %, la Pologne de 8 %, les Pays-Bas de 15,6 %. (...) N'est-il pas temps d'instaurer un programme de responsabilisation face au marché, fondé sur le modèle proposé par l'*European Milk Board* (...) ?

Ce programme permettrait, en fonction des prévisions de l'observatoire européen du lait, d'actionner, selon l'importance de la chute des prix, des mesures volontaires, incitatives, voire des mesures obligatoires de réduction de la production.

La filière laitière française vous a donné son accord le 22 mars pour une stabilisation de la production, à condition que cet objectif soit partagé par tous les pays au niveau européen – ce qui me semble normal. Ce n'est pas vous qu'il faut convaincre, monsieur le ministre, mais vos homologues européens, et le commissaire Phil Hogan. »

**Séance publique - 29 mars 2016**

**Question sur la Politique Agricole Commune au Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et des Forêts**

## MES ACTIONS



- J'ai **saisi** le Gouvernement, notamment concernant :
  - les conditions de travail et le manque de moyens alloués au personnel et aux structures du secteur sanitaire et social,
  - les améliorations qui pourraient être apportées aux négociations commerciales,...
- J'ai aussi **saisi** la Commission européenne au sujet des distorsions de concurrence, en particulier les pratiques de dumping fiscal dans certains pays européens producteurs de viande porcine.
- J'ai **informé** ceux qui m'ont saisie, notamment sur :
  - la politique de prévention routière,
  - ma position concernant le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (communément appelé TAFTA)
  - la nécessité de prolonger l'état d'urgence, ...

## RENCONTRES ET ECHANGES

J'ai rencontré, notamment :

- les acteurs concernés par **l'avenir de l'abattoir de Pont Croix** lors d'une réunion organisée à **Douarnenez**,
- **les jeunes en service civique** de l'association **T'es Cap à Pont l'Abbé**,
- **le Ministre de l'économie au sujet de la situation d'EDF**,
- **la Ministre du logement et de l'habitat durable**, que j'ai interrogée sur les revenus pris en compte pour accéder à un **logement social**, ...

J'ai présenté le rapport sur les filières d'élevage « **Sauver l'élevage français : une volonté nationale, un enjeu européen** ». Le constat et les propositions du rapport ont été **salués et adoptés à l'unanimité** par la Commission des Affaires Économiques de l'Assemblée nationale. Ces propositions seront prochainement soumises au Ministre de l'Agriculture.

**Je me suis rendue** au **salon de l'agriculture** à Paris, à l'assemblée générale du **Syndicat d'élevage** du pays bigouden, à la **journée sur le commerce de demain** cœur des bourgs et des centres villes autour du SCOT Ouest Cornouaille à **Pouldreuzic**, à la cérémonie en **hommage aux résistants** à **Plogoff**, au comité de **suivi du label Grand site de France** à **Beuzec-Cap Sizun**, à la réunion d'**information sur le Plan de Prévention des Risques Littoraux** à **Penmarc'h**, à l'assemblée générale du **Mérite maritime** à **Plouhinec**, à la réunion organisée par **l'European Milk Board sur la crise du lait** à Brieç ...

J'ai **participé** à l'inauguration du **Festival du livre jeunesse** à **Treffogat**, à l'assemblée générale de la **Maison solidaire de Kermarron** à **Douarnenez**, au **colloque** « La mer comme métier » organisé par le **lycée professionnel maritime** du **Guilvinec**, à l'assemblée générale de **l'Union des commerçants** de **Pont l'Abbé**, à la visite de l'atelier de marée des **Paniers de la Mer** à **Saint-Guérolé**, à la bénédiction du nouveau canot de la **SNSM** à **l'Ile de Sein**, ...



Lors de la cérémonie en hommage aux résistants à Plogoff

## ET BIENTÔT...

- Commission d'enquête parlementaire sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie
- Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXIème siècle



**CONTACT : Résidence Pierre Pichavant**  
12 rue du Prat - 29120 PONT-L'ABBE

Tél. : 02 98 82 31 68 / Fax : 02 98 87 31 08  
annick.leloch.deputee@orange.fr / annickleloch.com  
Sur Twitter : @annick\_leloch

**MES COLLABORATRICES**

En circonscription : Guénaëlle MARC / Anna FILY  
Anne LOZACHMEUR  
A l'Assemblée Nationale : Valentin MARTINEZ